

IE

EUROPE

Les pays de l'Est proposeraient que la négociation sur les réductions de forces soit ouverte à tous les États

De notre correspondant

Moscou. — La conférence des ministres des affaires étrangères des pays membres du pacte de Varsovie, qui avait commencé dans l'après-midi de lundi, s'est terminée mardi soir à Moscou. L'agence Tass se borne à indiquer que les ministres ont été reçus par M. Leonid Brejnev et que les débats ont porté sur « des questions relatives à la sécurité européenne et concernant les démarches qui constituent un moyen d'échange d'opinions entre les États intéressés ».

A Vienne et non en Suisse

Dès mardi soir, cependant, des informations de source est-européenne circulant à Moscou indiquaient que la conférence des ministres du pacte de Varsovie avait été essentiellement consacrée au problème des prochaines négociations sur une réduction équilibrée des forces et des armements en Europe (M.B.F.R.). Un accord aurait été conclu sur une formule de conversations dont les traits principaux seraient les suivants :

1) C'est à Vienne — et non en Suisse comme on le pensait précédemment — que les pays membres du pacte proposeraient d'ouvrir à la fin du mois les conversations préliminaires. Genève aurait été écartée en raison de la proximité à la fois des entretiens soviéto-américains sur la limitation des armements stratégiques (SALT) et de la conférence sur le désarmement, qui poursuit dans cette ville depuis de longues années ses travaux. On n'exclut pas, d'autre part, qu'une nouvelle conférence sur l'Indochine se réunisse prochainement à Genève, qui ne saurait héberger un nombre indéfini de diplomates.

2) Les négociations sur une réduction équilibrée des forces en Europe seraient ouvertes à tous les pays qui souhaitent y participer, sans restriction. Si ce point est confirmé, il constitue une innovation de première importance. Lors de leurs entretiens antérieurs avec les Soviétiques — au mois de mai 1972 lors de la visite en U.R.S.S. de M. Nixon et en septembre à l'occasion du séjour à Moscou de M. Kissinger — les Américains avaient en effet insisté pour que seuls participent aux conversations les pays « directement intéressés », soit les États d'Europe centrale et ceux qui entretiennent des troupes dans cette région (1). Du côté de l'Est, seules l'U.R.S.S., la R.D.A., la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie auraient été représentées.

La formule nouvelle arrêtée à Moscou cette semaine consisterait à admettre, en outre, non seulement des pays comme la Roumanie — qui a déjà exprimé des vues qui lui sont propres sur les M.B.F.R. — mais aussi des pays non engagés tels que la Yougoslavie.

Pas de « blocs »

3) Suite logique de cette « ouverture », les conversations auraient lieu entre États souverains et indépendants, nonobstant leur appartenance à l'un des deux blocs, OTAN ou pacte de Varsovie. Si l'on comprend bien la présence de pays neutres autour de la table de négociations témoignerait — pour la forme au moins — d'un esprit indépendant des blocs militaires et l'on se rapprocherait de la formule adoptée à Helsinki pour la conférence de sécurité et de coopération. D'un point de vue

(1) Soit, du côté occidental, la République fédérale, les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, les trois pays du Benelux et la France — si elle y consent. Par la suite, les pays de l'OTAN avaient proposé que deux pays représentent par rotation chacun des « flancs » : alternativement la Norvège et le Danemark pour le flanc nord ; l'Italie, la Grèce et la Turquie pour le sud. — (N.D.L.R.)

protocolaire, les susceptibilités seraient ménagées par le fait que les invitations émaneraient non d'un groupe de puissances ou des états-majors des alliances, mais simplement du gouvernement hôte de la conférence, en l'occurrence le gouvernement autrichien.

Ces indications, connues dans la nuit de mardi à mercredi, n'ont rien d'officiel et ne pourront se vérifier que dans les prochains jours. Elles appellent cependant d'ores et déjà deux observations :

— En premier lieu, la formule d'une conférence « ouverte » sur les M.B.F.R. expliquerait que M. Pompidou, la semaine dernière à Minsk, ait accepté de reconsidérer la question de la participation de la France à ces négociations. Dès le 12 janvier, des sources informées laissaient entendre que le changement d'attitude du président français résultait d'un pas important accompli par les Soviétiques. De fait, si des pays neutres ou non engagés doivent prendre part aux conversations sur les M.B.F.R., les apparences au moins seront sauves et Paris peut se joindre à une négociation qui n'a pas lieu « entre blocs ».

— En second lieu, on peut se demander dans quelle mesure les décisions prises à Moscou par les ministres de l'alliance socialiste ont été préparées à l'avance avec le principal partenaire de l'Union soviétique dans la négociation sur les M.B.F.R., c'est-à-dire avec les États-Unis. Certaines sources croient pouvoir avancer que le choix de Vienne comme lieu de rendez-vous a fait l'objet d'un accord entre MM. Gromyko et Rogers dès l'automne 1972, lorsque le ministre soviétique des affaires étrangères se trouvait aux États-Unis, à l'occasion de la session de l'Assemblée générale des Nations unies. La question des participants est plus délicate car Washington, arguant de l'expérience des SALT, ne paraissait nullement disposé l'été dernier à discuter des M.B.F.R. dans un forum trop nombreux. Les informations disponibles mercredi à Moscou ne permettaient pas de dire si l'U.R.S.S., en s'orientant vers une formule de conférence élargie, agissait en accord avec Washington ou prenait l'initiative d'une solution à laquelle les États-Unis — demandeur plus que l'Union soviétique sur le chapitre des M.B.F.R. — seraient invités à se rallier.

ALAIN JACOB.

● Les trente-quatre délégués aux pourparlers d'Helsinki sur la conférence européenne, ont tenu une brève séance mardi 16 janvier qui a été marquée par l'intervention des ambassadeurs canadien et britannique. Ceux-ci ont appuyé le projet d'ordre du jour déposé la veille par trois ambassadeurs des pays de la C.E.E. (Le Monde du 17 janvier.) — (Corresp.)

● L'Ordre de l'amitié des peuples, étoile en argent, recouverte d'émail rouge et fixée à un ruban de moire rouge-vert-bleu, a été créé par le présidium du Soviet suprême à l'occasion du jubilé de l'U.R.S.S. Il sera décerné aux citoyens soviétiques ou étrangers pour « les mérites dans la consolidation de l'amitié et de la coopération des peuples socialistes », ainsi que pour « la contribution au développement économique, social, politique et culturel de l'U.R.S.S. et des Républiques de l'Union ». — (A.F.P.)

● A l'Unesco. — M. Erik Manfred Ribbing (Suède) vient d'être nommé directeur du Centre européen pour l'enseignement supérieur à Bucarest. Né en 1928, M. Ribbing, qui est diplômé en droit de l'université de Stockholm, a accompli la majeure partie de sa carrière au ministère suédois de l'éducation.

OLDIES

Prix à partir de :
Manteaux 460 F - Imperméables 195 F
Costumes 390 F - Blazers 250 F
- Pantalons 95 F - Pulls cols roulés,
ou, dans tous les coloris mode 65 F
Chemises polyester ou coton 30 F
Chaussures 110 F - Cravates 29 F

ARNYS

Tél. : 548.76.99 - Parking assuré 30, bd Raspail.



GENAP